

Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

**Arrêt n°63/25 chap
du 23 mai 2025.**

La Chambre de l'application des peines de la Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg a rendu le vingt-trois mai deux-mille-vingt-cinq l'**arrêt** qui suit:

Vu la décision prise le 17 avril 2025 par Madame la Déléguée du Procureur Général d'Etat à l'exécution des peines ;

Vu le recours introduit par Maître Daniel BAULISCH, avocat à la Cour, demeurant à ADRESSE1.), le 16 mai 2025 par courriel envoyé au greffe de la Chambre de l'application des peines pour compte et au nom de :

PERSONNE1.), né le DATE1.) à Luxembourg, demeurant à L-ADRESSE2.),

Vu les réquisitions écrites du Ministère public ;

LA CHAMBRE DE L'APPLICATION DES PEINES DE LA COUR D'APPEL :

Vu le recours introduit par Maître Daniel BAULISCH, avocat à la Cour, pour le compte de PERSONNE1.) le 16 mai 2025, dirigé contre une décision de Madame la Déléguée du Procureur général d'Etat à l'exécution des peines du 17 avril 2025, aux termes de laquelle le requérant est déchu du sursis lui accordé sur une peine d'interdiction de conduire d'une durée de 6 mois, prononcée par l'ordonnance pénale n°228 du tribunal de police de Diekirch du 27 mars 2024 pour avoir circulé, même en l'absence de signes manifestes d'influence d'alcool avec un taux d'alcool de 0,49 mg par litre d'air expiré et est informé que cette interdiction de conduire ferme est exécutée du 13 mai 2025 au 8 novembre 2025.

PERSONNE1.) est déchu dudit sursis du fait de sa nouvelle condamnation à une interdiction de conduire de douze mois, assortie du sursis intégral, prononcée par un jugement n°152/2025 du 28 février 2025 du tribunal d'arrondissement de Diekirch, notamment, pour avoir circulé même en l'absence de signes manifestes d'influence d'alcool avec un taux d'alcool de 0,53 mg par litre d'air expiré, avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir du jour ou précédente condamnation du chef d'une contravention en matière de conduite sous influence d'alcool ou en état d'ivresse était devenue irrévocable.

A l'appui de son recours, le requérant se réfère à un certificat de résidence et

expose avoir un besoin impérieux de son permis de conduire, motifs pris qu'il serait célibataire et vivrait tout seul au lieu-dit « ADRESSE3.) » à trois kilomètres de la localité de ADRESSE4.), qu'il n'aurait ni famille, ni voisins qui pourraient le soutenir, ne fût-ce que pour faire ses courses. Il ajoute que son lieu de résidence ne serait pas non plus connecté au réseau des transports publics, de sorte qu'il éprouverait des difficultés sérieuses pour subvenir à ses besoins de vie élémentaires.

Dans son jugement du 24 janvier 2025, la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement de Diekirch aurait d'ailleurs tenu compte de ces circonstances particulières pour lui accorder la faveur du sursis simple quant à la condamnation prononcée.

Vu les réquisitions écrites du Ministère public concluant à la recevabilité du recours en la forme et à son bien-fondé quant au fond.

Le Ministère public, après avoir relevé que le requérant est en droit de se prévaloir de l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 15 février 2019 pour solliciter le bénéfice du sursis intégral pour l'interdiction de conduire ferme prononcée suite à la déchéance du sursis, considère en effet que le besoin impératif du permis de conduire allégué par le requérant est documenté à suffisance au vu du certificat de résidence élargi versé par le requérant. Il considère également, considérant le mérite, que hormis les deux infractions au Code de la route mentionnées dans le casier judiciaire du requérant, celui-ci ne témoigne d'aucune autre infraction. Il fait valoir que bien qu'en récidive pour les infractions sérieuses en matière de circulation routière, « *le requérant n'a, vu son âge de 75 ans qui laisse présumer qu'il est en possession de son permis depuis de nombreuses années, pas le profil d'un conducteur routier manifestement irresponsable* ».

Appréciation

Conformément à l'article 697 alinéa 2 du Code de procédure pénale disposant que « *par dérogation au paragraphe 1^{er}, la chambre de l'application des peines siège en composition de juge unique en cas de recours dirigé contre une décision du procureur général d'Etat en matière de : [...] (c) requête en matière d'interdiction de conduire visée à l'article 694, paragraphe 5, du même code* », la décision à intervenir sera prise en composition de juge unique.

Quant à la recevabilité du recours :

Les articles 696(1) et 698(3) du Code de procédure pénale disposent que « *la chambre de l'application des peines de la Cour d'appel est compétente pour connaître des recours contre les décisions prises par le procureur général d'Etat dans le cadre de l'exécution des peines* » et « *le recours doit être formé dans un délai de huit jours ouvrables qui court à compter du jour de la notification de la décision attaquée* ». Depuis la modification législative intervenue par une loi du 29 juillet 2023, l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} de l'article 698 du Code de procédure pénale prévoit la possibilité de l'introduction d'un recours par voie électronique.

La décision entreprise ayant été notifiée à PERSONNE1.) le 13 mai 2025, le recours introduit par courriel le 16 mai 2025, partant endéans le délai de 8 jours ouvrables, est recevable.

Quant au fond :

L'article 694, paragraphe 5, du Code de procédure pénale dispose :

« En cas de nouvelle condamnation subséquente à une première interdiction de conduire, et si la nouvelle condamnation à l'interdiction de conduire qui entraîne la déchéance du sursis est assortie d'un des aménagements prévus à l'article 13.1ter de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, la chambre de l'application des peines peut, sur requête du condamné, assortir la première condamnation du même aménagement ».

En l'espèce, la deuxième condamnation du requérant du 28 février 2025 n'est pas assortie d'une exemption telle que prévue par l'article 694, paragraphe 5, du Code de procédure pénale, mais d'un sursis intégral pour ce qui est de l'interdiction de conduire. Donc, en principe, la possibilité d'accorder le même aménagement que celui prononcé par la deuxième condamnation, à savoir un sursis intégral, n'est pas visée audit article.

Mais, à l'instar des développements du Ministère public, au vu de l'arrêt n°00144 de la Cour constitutionnelle intervenu le 15 février 2019 « *considérant que cette omission est réparée en conférant à ce conducteur un recours effectif, mettant la juridiction de renvoi en mesure d'assortir la première condamnation de la même modalité que celle dont est assortie la seconde condamnation, à savoir le bénéfice du sursis, en attendant l'intervention réparatrice du législateur* », lorsque la deuxième condamnation prononce une interdiction de conduire assortie du sursis intégral, la Chambre de l'application des peines peut faire bénéficier le requérant, pour ce qui est de sa première condamnation, du sursis à l'exécution de l'interdiction de conduire.

Celui qui revendique pareille faveur doit rapporter la preuve d'un besoin impératif de disposer de son permis de conduire justifiant l'octroi de la dispense d'exécuter une interdiction de conduire à laquelle il a été légalement condamné.

Il doit en outre rapporter la preuve qu'il mérite cette faveur. En aucun cas le recours à la faculté prévue par l'article 694 paragraphe 5 du Code de procédure pénale, ne doit dégénérer en un automatisme par le simple fait pour un requérant de l'invoquer, mais doit être apprécié *in concreto* à la lumière de la spécificité de chaque situation individuelle et des pièces pertinentes caractérisant un besoin impératif du permis de conduire produites à l'appui.

En l'occurrence, à l'appui de son argumentation, le requérant verse un certificat de résidence élargi du 13 juillet 2023, attestant qu'il habite à ADRESSE5.). Le besoin caractérisé du permis de conduire dans le chef du requérant résulte des explications fournies, corroborées par les pièces versées par PERSONNE1.).

PERSONNE1.) n'est pas non plus indigne de la mesure de faveur. En effet, s'il est indéniable que les deux condamnations du chef de conduite sous influence d'alcool sont d'une gravité non négligeable, elles ne sont pourtant pas, au vu de l'âge de 75 ans du requérant, de l'absence d'autres inscriptions au casier judiciaire et du constat que la juridiction du fond lui a, pour ce qui est de sa deuxième condamnation, octroyé le sursis intégral, de nature à s'opposer au bien-fondé du recours.

PERSONNE1.) n'est donc pas indigne d'une mesure de faveur et il y a lieu d'assortir l'interdiction de conduire de 6 mois prononcée par le susdit jugement du 27 mars 2024 du même aménagement que celui prononcé par la deuxième condamnation, en l'espèce le sursis intégral.

PAR CES MOTIFS :

la Chambre de l'application des peines, en composition de juge unique conformément à l'article 697 (2) du Code de procédure pénale,

déclare le recours recevable,

le dit fondé,

dit qu'il y a lieu d'assortir l'interdiction de conduire de 6 mois prononcée par l'ordonnance pénale n°228/2024 du 27 mars 2024 du tribunal de police de Diekirch du même aménagement que celui retenu par le jugement n°152/2025 du 28 février 2025 du tribunal d'arrondissement de Diekirch, à savoir le sursis intégral à son exécution.

Ainsi fait et jugé par Elisabeth WEYRICH, président de chambre à la Chambre de l'application des peines de la Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg, qui a signé le présent arrêt avec le greffier Amra ADROVIC.

La lecture de l'arrêt a été faite en audience publique à la Cité Judiciaire, Bâtiment CR, Plateau du St. Esprit, par Elisabeth WEYRICH, président de chambre, en présence d'Amra ADROVIC, greffier.